



# Vol de vautours sur Quelle

À Saran (Loiret), plus de 200 emplois sont menacés chez le numéro trois français de la vente par correspondance. Aurelius, le fonds qui a racheté Quelle en 2007, lui a fait les poches.

« Avec la vente à Aurelius, nous souhaitons assurer à Quelle France un avenir stable », expliquait en février 2007 un communiqué du groupe allemand Karstadt-Quelle, alors qu'il venait de céder sa filiale de vente par correspondance, Quelle France, pour une somme symbolique. Les 520 salariés de Quelle à Saran, près d'Orléans (Loiret), y ont cru. Le fonds allemand Aurelius s'est présenté comme « un fonds familial responsable », se souviennent-ils, soucieux, non pas de réaliser du profit à court terme, mais « de remettre l'entreprise en état d'être profitable », notamment en la recapitalisant. L'histoire a été tout autre !

En 2009, Karstadt-Quelle, rebaptisé Arcandor en mai 2007, a fait faillite. Et de Quelle France, il ne reste plus grand-chose. Six mois à peine après avoir racheté la société, Aurelius l'a éclatée en trois entités juridiques distinctes, la logistique et les relations clientèle se retrouvant externalisées dans deux filiales. Deret eQLS pour l'une et GBS+QLS pour les autres, travaillant quasi exclusivement pour Quelle. Mais des investissements

promis, les salariés n'ont jamais vu la couleur. Et loin de rebondir, le groupe Quelle a été mis en redressement judiciaire en juillet 2009. Le 12 mars dernier, le tribunal de commerce d'Orléans a examiné les trois projets de reprise de Quelle La

**Le fonds Aurelius, qui se dit « familial et responsable », a fait main basse sur près de 15 millions d'euros !**

Source et tranché en faveur du groupe 3 Suisses International, qui s'engage sur le maintien de 131 emplois sur 213 sur les deux sites de Saran et Tourcoing (Nord). Le sort des deux filiales sera examiné plus tard. D'ores et déjà, les « plans sociaux » sont en route et les salariés en grève depuis le 11 mars. Chez Deret eQLS, 113 licenciements sur 227 emplois sont programmés. Mais pour les délégués syndicaux (CFDT et CGT), il s'agit « d'une véritable mise à mort » qui risque de s'achever par une liquidation. Quant à GBS+QLS (89 salariés), « faute de repreneur sérieux, il n'y a pas d'avenir ».

« Aurelius est soi-disant un fonds de retournement, il s'est comporté

comme un fonds de détournement ! » accuse Laurence Rio, déléguée CFDT de GBS+QLS. En 2007, lors de l'acquisition, le fonds avait exigé que l'avance de 9,5 millions d'euros faite par Karstadt en 2005 soit préalablement remboursée à l'ancien actionnaire. Quelle La Source a dû assécher sa trésorerie pour faire l'avance de cette somme à la sous-holding d'Aurelius, EDSG. Cette « avance » a été ensuite prorogée. Pour les salariés, Aurelius n'avait qu'un objectif : mettre la main sur la pépite du groupe Quelle. C'est-à-dire sa participation (50 %) dans CDGP, filiale

spécialisée dans le crédit à la consommation (au profit notamment des clients de Quelle La Source) et valorisée près de 40 millions d'euros. En octobre 2008, une partie de ces titres a été vendue à l'autre actionnaire, Cofinoga. Mais sur les 12,3 millions empochés, Aurelius n'a reversé que 6 millions à Quelle. « Aurelius doit payer pour le préjudice financier et moral que nous avons subi », estime Laurence Rio. Le 12 mars, 489 salariés de Quelle ont saisi les prud'hommes pour obtenir réparation. ★

DOMINIQUE SICOT  
 dsicot@humadimanche.fr

## « À QUOI SERVENT LES BEAUX DISCOURS SUR LA REINDUSTRIALISATION ? »



**JEAN-PIERRE SUEUR,**  
 SÉNATEUR DU LOIRET (PS).

Aurelius avait pris possession de Quelle pour des raisons financières, et l'a quittée pour des raisons également financières après avoir empoché des sommes importantes. C'est un exemple très significatif de la façon dont se déroulent aujourd'hui les reprises d'entreprises. Et c'est pourtant le même fonds qui vient d'être choisi pour reprendre une partie des activités de la Société nationale des poudres et explosifs, dont l'État est l'actionnaire principal. Un site de Gien, dans le Loiret, a ainsi été cédé. Avec d'autres élus, nous sommes intervenus au plus haut niveau de l'État pour dire : « On connaît Aurelius, ne recommencez pas ! » Mais sans effet. C'est beau de faire des discours sur la réindustrialisation de la France, mais ça sert à quoi ? À Gien encore, un équipementier auto, Proma, vient d'être mis en liquidation immédiate. Le gouvernement a apporté un financement de 3 milliards d'euros chacun à Renault et PSA. Et de 500 millions seulement à l'ensemble des équipementiers. Mais les sous-traitants de l'automobile, en tout cas dans le Loiret, en n'ont rien vu ! Chaque fois, ce sont les salariés qui perdent.